

Points clés

- L'État russe aurait tout intérêt à légaliser les SMP, qui lui permettent de nier toute implication dans les interventions à l'étranger. En Libye, les SMP permettraient de soutenir indirectement le camp d'Haftar et d'en tirer d'importants bénéfices politico-militaires avec un risque limité.
- La Russie ne pourra pas concevoir de missiles à portée intermédiaire avant les trois ou quatre ans à venir. Cependant, les nouveaux missiles seront largement supérieurs aux anciens sur le plan technologique.
- Sortir du Régime de contrôle de la technologie des missiles pourrait permettre à la Russie de contenir la baisse de ses exportations d'armes.

Organisation des forces armées

M. Aleksandrov, du Centre des études politico-militaires du MGIMO (proche du pouvoir), estime que **la Russie devrait légaliser les sociétés militaires privées (SMP) et favoriser leur développement**. En République centrafricaine, les SMP ont montré qu'elles pouvaient servir avec efficacité les intérêts de l'État russe. Leur utilisation permet à celui-ci de ne pas endosser la responsabilité des pertes humaines et de nier toute implication. **En Libye, le recours à ces sociétés pourrait s'avérer particulièrement utile pour la Russie, qui a refusé d'accorder une aide officielle au maréchal Haftar**. En soutenant le camp d'Haftar, même de façon indirecte *via* les SMP, la Russie pourrait obtenir des avantages importants. En particulier, l'installation d'une base militaire russe en Libye aurait une valeur stratégique considérable, car elle permettrait d'exercer une pression sur le flanc sud de l'OTAN (*Svobodnaïa Pressa*, 22 octobre 2019).

Outil militaire : capacités et modernisation

Selon I. Kramnik du *Russian International Affairs Council* (proche du gouvernement), **les capacités militaires russes dans l'océan Pacifique ne sont pas à la hauteur des enjeux actuels**. La Flotte du Pacifique manque de points d'appui permanents et d'aérodromes entre Vladivostok et le Kamtchatka (un deuxième aérodrome serait nécessaire). Elle a été considérablement réduite depuis le début des années 2000 et n'occupe aujourd'hui que la sixième position dans la région (en incluant la flotte indienne). En outre, sa participation dans de nombreuses missions antipirates et sa mobilisation sur le théâtre syrien limitent ses capacités de réponse en cas de conflit dans le Pacifique russe. L'absence de porte-avions et de dragueurs de mines seraient particulièrement problématiques en cas de conflit avec les États-Unis et le Japon (*Russian International Affairs Council*, 8 octobre 2019).

Nucléaire et dissuasion

M. Podberezkine, directeur du Centre des études politico-militaires du MGIMO, estime que **la Russie accuse un retard important par rapport à Washington dans la reconstitution de son stock de missiles de portée intermédiaire**. Elle doit en effet reconstruire des usines capables de produire ce type de missile, car il n'en existe plus. Or, avant même de se retirer du Traité FNI, les Américains avaient commencé la construction de deux de ces usines et sont déjà en capacité de production, alors que **la Russie ne sera pas en mesure de produire ces missiles avant trois ou quatre ans**. Cependant, les nouveaux missiles russes devraient être équipés de technologies permettant une précision, une vitesse et une furtivité améliorées. La qualité sera donc privilégiée à la quantité, qui ne devrait pas dépasser les 30 à 40 unités par an (*RNS*, 11 octobre 2019).

Selon l'expert militaire de *Gazeta.ru* (pro-Kremlin) M. Khodarenok, les commandes d'État représentent 48 % des revenus de l'industrie de défense russe, mais les exportations d'armes jouent également un rôle significatif (31 %). Or, celles-ci baissent depuis 2013. Cette tendance risque de s'aggraver avec la loi CAATSA, mais aussi et surtout en raison du retard technologique croissant de la Russie par rapport à ses concurrents et de sa stagnation économique générale. **Pour endiguer cette baisse des exportations, la Russie aurait intérêt à sortir du Régime de contrôle de la technologie des missiles (MTCR)**. En particulier, la commercialisation de sous-

Points clés

- Les succès de politique étrangère russe, notamment au Moyen-Orient, ne peuvent compenser la détérioration des relations avec l'Europe. Plus généralement, l'affaiblissement de la diplomatie russe au profit des *siloviki* est préoccupante.

- L'implication d'Emmanuel Macron en faveur d'une reprise du dialogue avec la Russie pourrait ne pas suffire à favoriser le rapprochement russo-européen. Paris semble trop faible pour entraîner l'ensemble de ses partenaires dans cette dynamique d'ouverture. Moscou continuera probablement de privilégier sa relation avec Pékin.

marins du projet *Varchavianka* équipés de missiles d'une portée de 1 500 km modifierait sensiblement la situation sur le marché des sous-marins non nucléaires. En outre, **la Russie doit développer le *leasing* et optimiser ses programmes de coopération industrielle**, notamment *via* la production d'armes sur le territoire des pays partenaires (*Gazeta.ru*, 3 novembre 2019).

Élites / *Siloviki*

T. Stanovaïa, de *R-Politik* (indépendant), estime que **le ministre de la Défense S. Choïgou est peu susceptible d'être désigné comme successeur de V. Poutine**. Certes, son implication dans les grands projets géopolitiques de l'État lui offre un contact permanent avec le président. Par ailleurs, il est la deuxième figure politique la plus populaire en Russie. Enfin, il a fortement contribué à l'ascension de V. Poutine en étant le principal artisan du succès électoral du parti *Edinstvo* (« Unité »), qui a précédé Russie Unie. Néanmoins, le ministre de la Défense a aussi fait l'objet de critiques pour ses erreurs en Syrie (incident aérien du 17 septembre 2018) et pour son programme d'éducation patriotique considéré par certains comme de l'autopromotion. En outre, il entretient des rapports conflictuels avec certains dirigeants du complexe militaro-industriel (comme S. Tchemezov de Rostech et le fondateur du groupe Wagner E. Prigojine). La principale faiblesse de S. Choïgou est surtout de n'avoir jamais fait partie du premier cercle de V. Poutine (*Riddle*, 13 novembre 2019).

Contexte stratégique

Pour A. Kortounov, du RIAC, Moscou a certes obtenu des succès de politique étrangère au cours des derniers mois, mais sa stratégie n'est pas exempte de limites et de risques. **Le prestige de la Russie au Moyen-Orient ne peut compenser la détérioration de ses relations avec l'Union européenne** ; or, Moscou se contente d'une posture défensive vis-à-vis des pays européens et ne propose aucune initiative susceptible de faire évoluer la situation. Sur le dossier ukrainien, **la Russie risque de manquer l'opportunité qu'offre le mandat de V. Zelensky** de mettre un terme au conflit : au Kremlin, les forces qui préfèrent temporiser pour obtenir des concessions supplémentaires de la part de Kiev semblent prendre l'ascendant sur les tenants d'un règlement rapide du conflit. Enfin, **le rôle de la diplomatie russe dans la mise en œuvre de la politique étrangère diminue au profit des *siloviki* et des administrations du président et du Premier ministre**. Pour leur part, les diplomates voient leur marge de manœuvre réduite et doivent endosser de façon croissante un rôle de propagandiste qui dessert leurs objectifs (*Meduza*, 30 octobre 2019).

Russie/France

Pour l'expert des relations internationales V. Frolov (sans affiliation), **la rhétorique d'E. Macron en faveur du rapprochement russo-européen ne conduira pas le Kremlin à amorcer un virage pro-européen**. D'une part, Moscou est sceptique quant à la capacité de Paris à passer du discours à l'action. D'autre part, une partie des élites russes considèrent toujours l'Europe comme une menace pour le régime politique russe et voient plus d'avantages à l'affaiblir qu'à s'en rapprocher. Enfin, il est peu probable aujourd'hui que Moscou prenne le risque de fragiliser la relation russo-chinoise au profit d'une réorientation stratégique vers l'Europe (*Republic*, 11 novembre 2019).

D'après I. Bolgova et I. Istomine, experts du *Club Valdai* (proche du pouvoir), les ambitions affichées par le président français pour une indépendance stratégique de l'Union Européenne ne pourraient pas être suivies d'effets. Cette rhétorique est propre à une tradition gaulliste de la politique étrangère française consistant à remettre en question la prééminence des États-Unis dans le cadre des relations transatlantiques. Cependant, les prises de position du président français ont fait émerger des désaccords de la part de certains dirigeants européens. La critique française de l'OTAN devrait notamment se heurter à l'opposition des États redoutant tout éloignement euro-américain. En outre, le volontarisme du président Macron se heurte à l'inertie de la politique européenne. **La Russie devrait donc demeurer prudente à l'égard des**

Points clés

- En Biélorussie, la critique du pouvoir sous un angle prorusse est sévèrement réprimée, mais semble néanmoins de plus en plus visible, notamment sur Internet.
- La concentration des pouvoirs aux mains des forces politiques prorusses en Moldavie pourrait servir les intérêts russes. Pour s'imposer comme partenaire principal, Moscou devra cependant assumer l'assistance économique qu'apportait jusqu'à présent Bruxelles à Chisinau.
- L'opportunité de l'implantation éventuelle d'une base russe à Qamichli (en Syrie) fait débat. Certains experts considèrent que sa situation serait idéale pour se prémunir contre une éventuelle attaque lancée depuis la Turquie ou la mer Méditerranée ; d'autres pensent que l'armée russe aurait davantage intérêt à s'installer dans le sud-ouest syrien, plus près du Golfe Persique.
- L'intervention turque dans le Kurdistan syrien a consolidé le rôle de Moscou comme interlocuteur des Kurdes et de Damas.

ouvertures du président français (*Club Valdai*, 22 novembre 2019).

Biélorussie

Le journaliste de Tut.by (site d'information indépendant basé à Minsk) A. Chraïbman note l'émergence de candidats ouvertement prorusses aux élections parlementaires biélorusses de novembre 2019, soutenus par le Parti républicain pour le travail et la justice, pourtant loyal au système. Il s'agit d'un phénomène inédit, dans la mesure où la critique prorusse du président était et reste sévèrement réprimée par les autorités. Or, **à mesure que les dissensions augmentent entre Minsk et Moscou, les expressions du sentiment prorusse se renforcent**, certes en marge des médias officiels – notamment sur certains sites d'information régionaux et sur des comptes Telegram populaires. Les services spéciaux empêcheront l'officialisation de toute force politique pro-Kremlin, mais **plus ces groupes et activistes seront nombreux, plus Moscou sera tenté de les soutenir et de les instrumentaliser** (*Centre Carnegie de Moscou*, 18 novembre 2019).

Moldavie

À la suite de la chute du gouvernement de Maia Sandu, selon V. Soloviov de *Kommersant*, **le président I. Dodon et son parti (socialiste, prorusse) risquent de concentrer tous les pouvoirs (y compris judiciaire avec la nomination du Procureur général). Moscou pourrait alors tirer pleinement profit de sa proximité avec le président moldave**. Les Russes pourraient investir dans les infrastructures stratégiques du pays, en particulier dans l'aéroport de Chisinau et le port de Giurgiulesti situé sur le Danube (seule sortie de la Moldavie vers la mer Noire). Moscou et Chisinau pourraient aussi s'accorder sur la fédéralisation de la Moldavie et l'octroi d'un statut spécial à la Transnistrie. En tout état de cause, le pays risque de redevenir un théâtre d'affrontement géopolitique entre la Russie et l'Occident. Or, **si Moscou cherche à s'imposer durablement comme le principal partenaire politique de la Moldavie, il devra également se substituer à Bruxelles en matière de soutien économique** (*Centre Carnegie de Moscou*, 13 novembre 2019).

Moyen-Orient

Selon le politologue L. Issaev, du Haut collège d'économie de Moscou, le retrait américain de Syrie, l'opération turque « Source de paix » et les négociations russo-turques à Sotchi ont permis au Kremlin de reprendre l'initiative politique sur le règlement du conflit syrien comme sur la situation des Kurdes. **La patrouille conjointe russo-turque le long de la frontière avec la Turquie offre à Moscou un levier supplémentaire sur le régime Assad**, en particulier dans un contexte où le comité constitutionnel syrien s'apprête à commencer ses travaux (*Riddle*, 29 octobre 2019).

Pour M. Nejmakov, de l'Agence des communications politiques et économiques, l'établissement d'une nouvelle base en Syrie aurait un coût politique élevé pour le Kremlin car elle serait fortement contestée tant à l'intérieur que sur la scène internationale. Cependant, elle renforcerait considérablement la position de la Russie face aux États-Unis et à la Turquie. D. Evstafief, professeur au Haut collège d'économie de Moscou, souligne que **l'éventuelle base de Qamichli ne pourrait être approvisionnée que par voie aérienne ; surtout, elle ne semble pas nécessaire à la poursuite des objectifs stratégiques russe en Syrie**. En outre, du fait de sa position géographique, elle affecterait durablement les relations entre Moscou et Ankara. La Russie aurait davantage intérêt à mettre en place dans cette zone une mission conjointe (avec les États-Unis et la Turquie) pour contrôler les flux du pétrole dans la région, légaux ou illicites. Si Moscou a l'intention de s'installer durablement en Syrie, **une troisième base pourrait avoir un intérêt, mais il serait alors plus pertinent de l'installer dans le sud-ouest du pays**, en direction du golfe Persique. (*Svobodnaïa Pressa*, 15 novembre 2019).

L'expert militaire D. Sedov (sans affiliation) estime que l'éventuelle base aérienne de Qamichli permettrait de sécuriser la zone allant du golfe Persique au sud de la Russie,

Points clés

- Pour renforcer et maintenir durablement sa présence en Afrique, Moscou devrait s'y imposer comme pourvoyeur de sécurité, mais avec des investissements limités, en particulier en proposant des services de conseil en matière de règlement de conflits. Il conviendrait également de conclure des accords commerciaux au niveau supranational (par exemple entre l'Union économique eurasiennne et l'Union africaine).
 - Certains experts contestent l'intérêt d'une base russe en République centrafricaine, dans la mesure où Moscou n'a pas d'ennemis dans cette région.
 - Rosatom dispose de nombreux atouts pour s'imposer en Afrique, mais s'expose néanmoins à des risques sécuritaires et économiques.
-

mais également de se protéger contre les tirs en provenance des sous-marins nucléaires situés dans la Méditerranée. En outre, elle offrirait un contrôle sur l'espace aérien irakien et permettrait de protéger les installations nucléaires iraniennes en cas d'attaque israélienne, renforçant l'alliance russo-iraniennne. Enfin, la base aérienne de Qamichli permettrait de contrer toute attaque depuis la Turquie (*Fond Strategiticheskoï Koultoury*, 7 novembre 2019).

Afrique

Selon I. Lochkarev du MGIMO, le Forum Russie-Afrique d'octobre 2019 a concrétisé les préconisations de l'Institut africain de l'Académie des sciences, qui considère que la Russie ne peut se limiter à l'activité diffuse d'entreprises de sécurité plus ou moins opaques. La présence russe doit prendre un caractère systémique en combinant les efforts des entreprises et de l'État. Le Forum révèle l'importance croissante de l'Afrique pour Moscou : ni l'Amérique latine, ni l'Asie n'ont bénéficié de tels formats. La stratégie africaine de Moscou doit désormais s'articuler autour de deux volets principaux. D'une part, **la Russie doit miser sur la conquête du « marché de la sécurité » africain, qui permettra de consolider les relations dans la durée.** Moscou ne doit pas seulement fournir des armes, mais aussi apporter son expérience en matière de règlements des conflits interethniques et interconfessionnels (Libye, République centrafricaine), et de lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale (Mali, RDC, Somalie). Le rôle de « fournisseur de sécurité » (*security provider*) est moins coûteux qu'à l'époque de la Guerre froide : cela ne suppose plus de porter la responsabilité du système socioéconomique du pays, ni des relations du pays client avec les États voisins. D'autre part, **la Russie doit développer la coopération économique au-delà des matières premières ;** mais la portée et la durabilité de cette coopération restent incertaines. **Le transfert progressif des questions commerciales au niveau supranational** (Union africaine / Union économique eurasiennne par exemple) **contribuerait à pérenniser les échanges.** Enfin, la Russie n'est pas en mesure de se positionner comme un concurrent de l'Occident, de la Chine et de l'Inde sur le continent. Elle doit se concentrer sur la formation de « centres de pouvoir » en Afrique (Égypte, Éthiopie, Afrique du Sud, Nigéria), qui trouveront eux-mêmes le bon équilibre entre leurs partenaires occidentaux et non-occidentaux (*RBK*, 28 octobre 2019).

Pour le rédacteur en chef adjoint de *Nezavisissimaïa Gazeta* A. Riskine, **l'implantation d'une base militaire en République centrafricaine ne correspond pas aux intérêts de la Russie** : Moscou n'a pas d'ennemis dans la région et le pays ne dispose d'aucun accès à la mer. En outre, l'installation de bases russes en Afrique ne se justifie plus compte tenu des nouvelles orientations de la Flotte russe où les grands navires hauturiers sont abandonnés au profit de la « flotte moustique ».

V. Spivak, de l'agence de notation de crédit « Expert RA », considère que **les tentatives de rapprochement de Moscou avec les pays africains ne contreviennent pas, pour l'heure, aux intérêts de Pékin**, dont l'implication économique et l'influence sur le continent sont incomparablement supérieures. Cependant, à mesure que la Chine s'affirme comme une « puissance responsable » en Afrique, elle devra faire face aux problèmes internes des États locaux. À cet égard, le jeu trouble de Moscou (comme par exemple en RCA où Moscou traite autant avec Bangui qu'avec les rebelles Seleka) pourrait devenir un obstacle aux objectifs chinois de stabilisation (*Centre Carnegie de Moscou*, 24 octobre 2019).

La journaliste de *News.ru* L. Glazounova estime que **Rosatom dispose de nombreux avantages concurrentiels en Afrique** : l'entreprise propose des solutions moins coûteuses que ses concurrents, des conditions avantageuses en matière de crédits et prend en charge le traitement des déchets. En outre, contrairement aux États-Unis, la Russie n'empêche pas ses partenaires d'utiliser les matières radioactives et les technologies nucléaires à des fins militaires. Moscou ne devrait toutefois pas négliger les risques sécuritaires liés à l'instabilité politique dans ces pays. En outre, la fragilité des économies africaines (notamment celle du Nigéria, qui dépend presque exclusivement des prix du pétrole) ne donne aucune assurance que les crédits seront

Points clés

- Certains experts estiment que la Russie et la Chine intégreront probablement à terme leurs systèmes d'alerte précoce. Pour d'autres, Moscou livrera vraisemblablement des radars à Pékin ou l'aidera à concevoir des satellites en contrepartie d'informations, mais les systèmes des deux pays devraient rester indépendants.
 - Moscou dispose de plusieurs options pour faire face à l'extension du « paquet énergie » de l'UE aux tubes sous-marins : libéralisation des exportations de gaz russe, adoption par Berlin d'amendements à la directive gazière, création d'un opérateur indépendant « fictif » à partir des eaux territoriales allemandes.
-

remboursés. De fait, **l'expansion de Rosatom en Afrique semble suivre un objectif davantage politique qu'économique** (*Riddle*, 21 octobre 2019).

Asie

V. Kachine, de l'Institut des études extrême-orientales de l'Académie des sciences, estime que **la coopération russo-chinoise devrait désormais s'étendre aux armes stratégiques** : outre les systèmes d'alerte précoce, elle pourrait porter sur les systèmes de défense antimissile stratégique, les technologies hypersoniques et la conception de sous-marins nucléaires. La dissuasion mutuelle russo-chinoise nécessite des systèmes différents de ceux utilisés contre les États-Unis et leurs alliés : **en cas de conflit entre les deux voisins, la menace chinoise résiderait dans ses forces terrestres et ses missiles à courte et moyenne portées**. En revanche, **le renforcement de la Flotte océanique, la conception d'un système de défense antimissile ou l'augmentation du nombre de missiles intercontinentaux chinois ne sont pas préoccupants pour Moscou**. Il est probable qu'à moyen terme, les deux pays intégreront leurs systèmes d'alerte précoce. Ils pourraient aussi conduire des exercices stratégiques conjoints avec la participation directe du plus haut niveau des commandements militaires respectifs. Le renforcement de la relation bilatérale devrait également se traduire par la tenue régulière de manœuvres conjointes visant à consolider leur positions réciproques dans différentes régions du monde (*Centre Carnegie de Moscou*, 18 octobre 2019).

Pour A. Khramtchikhine, directeur adjoint de l'Institut d'analyse politique et militaire (indépendant), la possible coopération avec la Chine en matière de systèmes d'alerte précoce pourrait se traduire par la vente de radars basés au sol. Moscou pourrait également aider Pékin à créer un groupe de satellites. Néanmoins, la Russie connaît déjà des difficultés avec le volet satellitaire de son propre système d'alerte : elle ne dispose que de trois satellites au lieu des cinq à dix nécessaires. Dans les deux cas, **Moscou pourrait demander à Pékin de partager les informations obtenues par ses radars ou ses satellites en contrepartie de conditions financières préférentielles**. En revanche, un transfert de technologies permettant à Pékin de produire ses propres radars aurait peu d'intérêt économique pour Moscou. En tout état de cause, **l'intégration des systèmes russes et chinois restera probablement limitée** : la Russie fournira sans doute une assistance ciblée qui permettra à la Chine de mettre en place un système indépendant sur le périmètre de ses frontières (*Nezavissimoe Voïennoe Obozrenie*, 25 octobre 2019).

Énergie

Selon S. Kapitonov, du Centre énergétique de Skolkovo (proche du pouvoir), **Gazprom disposerait de plusieurs options pour contourner l'extension du troisième « paquet énergie » de l'Union européenne aux tubes sous-marins**. 1) La première (et la moins vraisemblable) serait une libéralisation des exportations de gaz russe. La multiplication des fournisseurs russes garantirait le plein respect des règles européennes, mais déstabiliserait l'équilibre politique et économique de la Russie ; 2) l'adoption par l'Allemagne d'amendements à la directive sur le gaz, qui exempterait les gazoducs ayant fait l'objet d'investissements avant le 23 mai 2019, permettrait au Nord-Stream 2 de se soustraire aux contraintes imposées par Bruxelles. Il n'est cependant pas certain que la Commission européenne accepte ces amendements ; 3) une troisième option serait la création d'un opérateur indépendant qui transporterait le gaz russe à partir des eaux territoriales allemandes. Il s'agirait d'un changement « cosmétique » et ce nouvel opérateur ne mènerait aucune activité commerciale. Même si ces différentes options seront très probablement contestées, en particulier par l'Ukraine et la Pologne, **Gazprom trouvera le moyen de contourner les contraintes et l'achèvement du gazoduc reste une certitude** (*RBK*, 11 novembre 2019).

Pour R. Mamedov, du RIAC, **l'implantation croissante des compagnies énergétiques russes en Irak et l'interdépendance qui en résulte confèrent à la relation russo-iraquienne une dimension stratégique** (selon les déclarations officielles, les investissements énergétiques russes dans le pays pourraient s'élever à

Points clés

- La stratégie russe de développement de l'intelligence artificielle met largement l'accent sur le rôle de l'État mais semble négliger le rôle du secteur privé. Très ambitieuse mais imprécise, sa mise en œuvre pourrait être compromise faute d'investissements suffisants.

45 milliards de dollars à l'horizon 2035). Le mémorandum de coopération conclu lors de la récente visite de S. Lavrov dans le pays devrait renforcer cette dynamique. L'approche de Moscou dans le pays se caractérise par sa discrétion (peu d'annonces autour des contrats signés) et par sa capacité à traiter autant avec Bagdad qu'avec Erbil, ce qui lui donne une certaine souplesse. Parmi les compagnies impliquées, il convient de souligner la vigueur de *Rosneft*, qui contrôle désormais une partie significative des infrastructures du Kurdistan iraquien (*Neft i Kapital*, 1^{er} novembre 2019).

Intelligence artificielle

Pour S. Karelov, du RIAC, **la stratégie russe de développement de l'intelligence artificielle (IA), rendue publique en octobre, place l'accent sur le rôle central de l'État, mais néglige l'importance stratégique du secteur et des investissements privés** dans la conception et la réalisation de projets d'IA. Le document reste en outre très vague sur la question des investissements. Or, les investissements de la Russie en R&D sont limités : quatre fois moins de pourcentage de PIB qu'Israël et la Corée du Sud, et deux fois moins que la France. De fait, la stratégie russe semble à la fois trop ambitieuse et trop floue, tant sur les objectifs que sur les moyens de les atteindre (*Russian International Affairs Council*, 7 novembre 2019).

Selon une source du ministère de la Défense citée par *RIA Novosti*, la Russie créera un groupe de robots de combat à l'horizon 2025. Ces robots, armés de lance-grenades, de mortiers ou de drones jetables, devraient être capables d'effectuer des tâches avec une autonomie maximale et une participation minimale d'opérateurs humains (*RIA Novosti*, 23 novembre 2019).

*avec le soutien de la Direction générale des Relations Internationales et de la Stratégie (DGRIS), Ministère des Armées